

Faux positifs en Colombie : le scandale de milliers de civils tués par l'armée dans les années 2000

Des rivières de sang. D'après les témoignages de plusieurs militaires jugés pour des assassinats de civils au début des années 2000, le général Mario Montoya, à la tête de l'armée jusqu'en 2008, exerçait une pression constante pour répandre le sang sur tout le territoire colombien dans le cadre de la Sécurité démocratique d'Alvaro Uribe Veléz, président deux fois élu en 2002 et en 2006, en grande partie avec la promesse d'en finir avec les guérillas.

Manifestation en 2021.
¿Quién dio la orden? / Qui a donné l'ordre?
Photo de Luis Camargo.



Avec sa promesse d'en finir d'une main ferme (mais avec grand cœur!) avec les guérillas de gauche, et en particulier les FARC, dont le pouvoir était sorti renforcé de l'expérience de démilitarisation dans les départements de Meta et de Caquetá au sud et après l'échec du processus de paix mené par l'ex-président Andrés Pastrana, le nouveau président Alvaro Uribe Vélez mit la pression sur l'armée pour obtenir des résultats, et vite. Comme dans une entreprise avec des salariés subissant de nombreuses pressions pour atteindre des objectifs... inatteignables, l'armée devait montrer coûte que coûte qu'elle obtenait régulièrement des avancées dans la lutte contre les groupes armés subversifs. Dans une entreprise, lorsqu'on ne peut pas atteindre ces objectifs, on cherche des arguments, au pire, on maquille les résultats.

Un secret de polichinelle au sein de l'armée

En Colombie, la fabrique des morts s'est mise en marche et s'est emballée, se perfectionnant au fur et à mesure des années. Jusqu'à tuer des milliers de civils présentés par la suite comme des guérilleros tués au combat par des militaires défendant leur patrie. La JEP en a compté au moins 6402 entre 2002 et 2008, un peu partout sur le territoire, année où les chiffres ont brutalement chuté après que ce scandale éclate dans les médias et sorte enfin du cercle de la Grande muette, où c'était un secret

Avant de diriger l'armée, le général Montoya, numéro Un de la Quatrième brigade dans le département d'Antioquia, était déjà tristement rentré dans l'histoire avec les opérations controversées Orión et Mariscal, dont les sanglants affrontements avaient abouti à la reprise de territoires à des milices armées par la force publique et les paramilitaires, pour laisser à ces derniers le contrôle de ces zones.

Ces rivières de sang, la Juridiction spéciale pour la Paix (JEP), mise en place après les accords de paix signés en 2016 à la Havane entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les dirigeants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), la plus vieille guérilla de Colombie, y a consacré un volet entier de son action. Elle l'a baptisé le cas 003 : assassinats et disparitions

forcées, présentés comme tombés au combat, par des agents de l'État.

Un des plus gros scandales sous la présidence d'Uribe

Ce massacre de civils innocents par l'armée pendant des années, mais encore plus entre 2002 et 2008, le grand public le connaît sous le nom de Faux positifs. « Dans notre jargon, un positif est une cible atteinte » explique Carlos Eduardo Mora, qui, lorsqu'il était caporal, a tenté de mettre fin à ce génocide, en dénonçant ce qu'il avait vu dans son unité du Norte de Santander, un département au Nord-Est du pays, tout près du Venezuela. « Un Faux positif, c'est donc une cible atteinte qui en réalité n'était pas la bonne cible ». Cette terminologie a fait jour au moment où les Colombiens ont découvert ce qui allait être un des plus gros scandales des deux présidences d'Alvaro Uribe.

* « Mano firme, corazón grande » était le slogan de campagne du candidat Uribe.

de polichinelle de l'aveu de nombreux militaires.

Un schéma répandu sur tout le territoire

En octobre 2008, une vingtaine de jeunes de Soacha et des environs de Bogotá se volatilisent avant que leurs corps réapparaissent des mois plus tard, un à un, à des centaines de kilomètres de là, enterrés sous X dans des fosses communes du Norte de Santander. Sur des listings de l'armée, ils figurent comme des guérilleros tués au combat le lendemain ou le surlendemain de leur disparition. « Ça n'avait pas de sens ! » s'exclame Blanca Nuvia, mère de Julián, l'une des jeunes victimes. « Nos enfants ont été tués quelques heures après leur funeste voyage vers une région qu'on ne connaissait même pas. Quand seraient-ils devenus guérilleros ? Pendant la nuit ? C'est absurde. »

Un système élaboré s'est refermé sur les victimes

Ces jeunes, tombés dans le piège qui s'était refermé sur eux, alléchés par la promesse d'un travail qui leur permettrait d'aider leur famille, à travers des recruteurs payés pour chaque proie amenée sur de vrais faux barrages de l'armée où ils seraient tués puis déguisés en guérilleros avec des tenues utilisées habituellement par ces combattants, n'avaient aucune chance de s'en sortir. « Ils ont été brandis comme des trophées de guerre » me commenta une autre de ses mères qui, quatorze ans après les faits, cherche encore la justice.

L'un des membres de la famille d'une des victimes, qui travaillait pour le service de médecine légale, fit le rapprochement entre un de ces cadavres enterrés sous X, dont la description physique correspondait en tout point avec son cousin disparu. C'est ainsi que le pot aux roses fut découvert. Les tatouages notamment, dont les descriptions figuraient sur les rapports de médecine légale, ont joué par la suite un rôle pour l'identification de corps qui avaient séjourné sous terre pendant des mois sans qu'aucune précaution ne soit prise pour les conserver en état.

Luis Fernando Escobar Franco était en 2008 le *personero* de Soacha. Le « *personero* » est, selon l'article 118 de la constitution de Colombie, une des pièces du ministère public (avec le procureur général de la nation et le défenseur du peuple). Il reçoit les plaintes des citoyens sur les situations de violations de droits de l'homme et doit en informer les autorités en conséquence car il en est le garant. « Au moment où elles ont dénoncé les faits, j'ai dit aux mères que ce processus allait durer encore plus de temps que celui d'établir ceux de la prise du Palais de Justice vingt-trois ans plus tôt (ndlr : en référence à la prise du Palais de justice le 6 novembre 1985 par le M19, qui a fini dans un bain de sang), ce qui leur a paru totalement fou. Je leur ai dit aussi qu'il y avait des risques et de fait, les familles ont été menacées. Moi aussi, et j'ai bénéficié d'un système de protection mais on me l'a ensuite retiré de façon arbitraire. »

Ce même *personero*, appelé dans diverses régions du pays dans le cadre de ses fonctions, a retrouvé le schéma qui s'était déroulé à Soacha un peu partout : des hommes jeunes, souvent pauvres, parfois mineurs ou étudiants, parfois avec des problèmes d'addiction ou un peu paumés, attirés par la promesse d'un travail bien rémunéré, voyage payé, se laissaient embarquer vers leur destination finale. Avec des variantes : parfois ils pouvaient être tués sur place, mais la plupart du temps ils étaient éloignés de leur domicile pour brouiller les pistes. Après la levée des corps et les premières constatations, les faux rapports de l'armée finissaient de les convertir en ennemis de la nation mis hors d'état de nuire. Faux positifs, vrais assassinats en série !

Jacqueline Castillo, présidente de Mafapo, acronyme de *Madres Falsos positivos*, qui regroupe des familles de victimes de l'armée, a perdu son frère Jaime dans ces mêmes circonstances. « En 2010, quand Alvaro Uribe nous a reçus à la Casa de Nariño (le palais présidentiel), je lui ai dit qu'il me paraissait très étrange que les autorités militaires ne se soient rendu compte de rien. Les juges militaires auraient pu mettre fin à ces pratiques.

De même que le CTI (le Corps Technique d'Investigation) qui, au moment de la levée des corps, voyaient bien que les uniformes étaient tout neufs, ou qu'ils n'étaient pas toujours à la bonne taille, ou étaient exempts des trous qu'auraient dû laisser les balles ».

Des ONG évaluent à 10 000 le nombre de victimes

Il y eut aussi des bottes enfilées à l'envers, des gauchers qui, sur la scène de crime maquillée pour la transformer en scène de combat, portaient une arme dans leur main droite. Ou encore ce jeune, handicapé mental, avec les capacités cognitives d'un enfant, propulsé chef de bande... « Dans le cas de nos enfants, c'était quasiment toujours le même médecin qui a écrit les rapports de médecine légale, quel que soit le jour ou l'heure, c'est troublant. Au-delà des militaires, toute une chaîne de complicité a rendu possible que des civils innocents soient tués et présentés comme des prises de combat ! » s'insurge Jacqueline, qui a été entendue au titre de familles de victimes par la Juridiction spéciale pour la Paix.

Le chiffre de 6402 livré en 2021 par cette juridiction qui continue d'enquêter sur ces faits est provisoire. Elle ne prend en compte que la période de 2002 à 2008. Or, ce processus existait déjà en Colombie à moindre échelle, utile pour faire disparaître ceux qui pouvaient gêner le pouvoir, en particulier des syndicalistes ou des militants de l'Union Patriotique, ce parti politique né d'un précédent processus de paix.

Plusieurs ONG de défense des droits humains estiment qu'il y aurait plus de 10 000 cas d'exécutions extrajudiciaires. La JEP continue d'enquêter. Elle déterre des corps, recherche les familles, établit des liens. Les familles des victimes ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour obtenir justice et réparation. Certaines n'ont même pas encore pu récupérer le corps de leurs enfants sacrifiés sur l'autel de la réussite de la Sécurité démocratique.

Sur les murs de Bogotá, un slogan a fleuri : qui a donné l'ordre ?

Guylaine ROUJOL PEREZ
Autrice de « Mortels barrages »
(éditions Fauves)